



Haruyuki Takahashi faisait partie du comité d'organisation des Jeux olympiques. Il est soupçonné d'avoir touché 320.000 euros.

Un ancien haut responsable de l'organisation des Jeux olympiques de Tokyo et trois autres hommes ont été arrêtés mercredi au Japon dans le cadre d'une enquête sur d'éventuels pots-de-vin, ont annoncé des procureurs nippons.

Haruyuki Takahashi, 78 ans, qui faisait partie du comité d'organisation des JO tenus l'an dernier, est soupçonné d'avoir reçu en 2017 l'équivalent de plus de 320.000 euros de la part d'Aoki Holdings, une chaîne japonaise de magasins de costumes d'affaires, après la signature d'un contrat entre sa société de conseil et ce groupe, devenu en 2018 partenaire officiel des Jeux.



Ceux-ci devaient être organisés en 2020 mais avaient été reportés à 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

M. Takahashi a été arrêté en même temps que l'ancien président d'Aoki Holdings, Hironori Aoki, 83 ans, et deux autres responsables de cette firme, selon des documents du parquet de Tokyo consultés par l'AFP.

M. Takahashi est accusé d'avoir accepté des pots-de-vin *«en sachant qu'il s'agissait d'argent de remerciement pour le traitement bénéfique et préférentiel»* qu'il accordait à Aoki Holdings.

Selon les procureurs, M. Takahashi a fait transférer un total de 51 millions de yens sur le compte bancaire d'une société qu'il dirige, via une cinquantaine de virements entre octobre 2017 et mars 2022.

Dans un communiqué publié mercredi, Aoki Holdings a présenté ses excuses pour le *«tort gigantesque»* provoqué par ces interpellations et affirmé *«prendre l'affaire au sérieux»*.

Le mois dernier, la police avait effectué des perquisitions aux domiciles de MM. Takahashi et

Aoki, ainsi que dans les anciens bureaux du comité d'organisation de Tokyo-2020 aujourd'hui dissous.

Ancien cadre dirigeant du géant publicitaire japonais Dentsu, M. Takahashi n'était pas censé accepter de l'argent ou des cadeaux en rapport avec son rôle de membre du conseil d'administration de Tokyo-2020 depuis 2014. Il a cependant nié tout conflit d'intérêts dans la transaction avec Aoki Holdings.

Des soupçons de corruption flottent par ailleurs de longue date sur les conditions de l'attribution des JO-2020. En mars 2019, le président du Comité olympique japonais Tsunekazu Takeda avait démissionné quelques mois après avoir été mis en examen par la justice française.

M. Takeda est soupçonné d'avoir rémunéré Black Tidings, une société basée à Singapour et qualifiée de «*coquille vide*» par les enquêteurs français, avant et après la désignation de la capitale japonaise par le Comité international olympique (CIO).

Retrouvez-nous sur supergoal.cm, [supergoal casino](#), [casino](#), [camsport](#), [casinobonus](#)
